

# Examen législatif de la Loi sur le droit d'auteur du Canada

Mémoire de l'Internationale de L'Éducation  
au Comité permanent de l'industrie,  
des sciences et de la technologie  
(INDU)

Septembre 2018



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación  
Bildungsinternationale

# Mémoire de l'IE à INDU

## Internationale de l'Éducation

L'Internationale de l'Éducation (IE) est une fédération syndicale mondiale qui représente les organisations d'enseignants et d'employés de l'éducation. Il s'agit de la plus grande organisation syndicale du secteur, qui représente plus de 32 millions de syndiqués d'environ 400 organisations réparties dans 170 pays et territoires.

L'Internationale de l'Éducation défend le principe selon lequel une éducation de qualité, financée par l'État, devrait être accessible à tous les étudiants dans tous les pays. L'Internationale de l'Éducation se positionne en faveur de la démocratie, de la paix, de la justice sociale et des droits de la personne, y compris des droits syndicaux et du droit à l'éducation. L'Internationale de l'Éducation plaide pour l'équité sociale. Ses politiques, programmes et interventions font la promotion de la justice sociale et s'opposent à toute forme de discrimination, qu'elle soit fondée sur l'âge, le handicap, l'ethnicité ou l'indigénéité, le genre, l'identité de genre ou l'orientation sexuelle, la langue, le statut marital, le statut migratoire, l'engagement politique, la religion, le statut socioéconomique, l'affiliation syndicale ou autre chose.

## L'Internationale de l'Éducation et le droit d'auteur

L'accès à un enseignement et à du matériel pédagogique abordable et de qualité est crucial pour améliorer la qualité de l'éducation. L'accessibilité des manuels et des autres documents d'enseignement et d'apprentissage est un élément fondamental du droit à l'éducation. L'Objectif de développement durable 4 de l'ONU (ODD4) sur la qualité de l'éducation et le cadre d'action connexe indiquent que les gouvernements ont l'obligation de respecter ce droit.

À l'heure actuelle, les lois nationales et internationales sur le droit d'auteur limitent souvent l'accès au matériel nécessaire en restreignant la portée des droits des utilisateurs et des exceptions en matière d'éducation par l'octroi de droits excessifs aux titulaires de droits et l'imposition d'obligations fastidieuses aux institutions d'enseignement. Ces obstacles causent du tort aux enseignants et aux étudiants dans tous les pays, mais surtout dans les pays en développement, où les inégalités quant à l'accès aux recherches, au matériel pédagogique ou aux autres œuvres créatives, ainsi qu'à leur création, nuisent à une participation accrue de tous à l'éducation et à la culture.

Pour contrer cela, l'Internationale de l'Éducation estime primordiale une réforme du droit d'auteur à l'échelle nationale comme internationale. Voici quelques-uns des éléments essentiels de cette réforme :



- favoriser une utilisation équitable robuste des documents protégés par le droit d'auteur, notamment des documents utilisés à des fins d'éducation et de recherche;
- interdire toute clause contractuelle annulant la protection des limites et exceptions au droit d'auteur;
- établir des mécanismes permettant aux institutions d'enseignement de contester les contrats injustes;
- prévoir des mécanismes souples permettant de contourner les MTP ou les RGD afin de garantir l'accès aux œuvres numériques lorsque celui-ci ne porte pas atteinte au droit d'auteur (comme l'utilisation équitable).

## L'exemple canadien

Dans le monde, les diverses organisations représentant les enseignants, les libraires et les autres travailleurs de l'éducation cherchent à s'inspirer de l'exemple du processus de consultation ouvert et transparent du Canada sur le droit d'auteur et de l'équilibre qu'il a réussi à atteindre à ce jour en la matière pour le reproduire dans d'autres pays.

Le Canada est perçu comme un chef de file du développement de la publication à accès libre et des ressources éducatives ouvertes, des éléments fondamentaux dans la lutte essentielle pour rendre les ressources éducatives abordables. Le Canada est également vu comme un leader pour ses efforts afin de créer des limites et des exceptions au droit d'auteur favorisant la création d'un bon équilibre entre les droits du public et les droits des éditeurs d'utiliser des documents à des fins non commerciales, éducatives et de recherche. Plus particulièrement, l'avènement de l'utilisation équitable au Canada donne de l'espoir à tous ceux qui cherchent à défendre et à élargir les exemptions au droit d'auteur à des fins éducatives et de recherche, pour que le droit d'auteur contribue au droit à une éducation de qualité pour tous plutôt que de lui nuire.

## Perspective d'avenir

En ce moment, le lobby des éditeurs domine trop souvent les discussions sur le droit d'auteur à l'échelle nationale comme internationale, si bien que les lois sur le droit d'auteur dans le monde ne favorisent généralement pas vraiment l'éducation. Les restrictions imposées aux exemptions au droit d'auteur à des fins éducatives imposent un fardeau financier aux systèmes d'éducation et aux institutions d'enseignement, qui paient déjà des licences de droit d'auteur très cher afin d'assurer l'accès des étudiants et des enseignants aux documents d'apprentissage essentiels. Les systèmes d'éducation des pays en développement sont d'ailleurs démesurément touchés par ces règles sur le droit d'auteur.

Ainsi, l'Internationale de l'Éducation somme le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie à se servir de l'examen législatif de la Loi sur le droit d'auteur pour veiller à ce que le système d'éducation canadien ne soit pas subordonné à des impératifs commerciaux et à ce que les règles sur le droit d'auteur ne restreignent pas le pouvoir des enseignants, des chercheurs et des étudiants d'accéder au matériel nécessaire à des fins d'éducation.



Cette stratégie sera tout à l'avantage du Canada. Elle lui permettra de demeurer un exemple dans le monde en vue de l'atteinte d'un véritable équilibre dans la protection du droit d'auteur, pour tous les pays en développement où à l'heure actuelle, bien trop d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants n'ont pas accès de manière abordable aux documents nécessaires pour offrir une éducation de qualité.